



MAITRISE D'OUVRAGE

Centre Hospitalier de Vaison la Romaine
18 Grand Rue, BP73
84110 Vaison la Romaine

**Création de l'Hôpital de jour du service de Médecine
du Centre Hospitalier de Vaison la Romaine**

C.C.T.P
Cahier des Clauses Techniques Particulières
LOT N° 00 PRESCRIPTIONS COMMUNES

Phase D.C.E.

Maître d'œuvre Sarl OPUS Architecture Représenté par M. Issanjou 20 cours Henri Fabre 84110 Vaison la Romaine Tél : 04.90.28.81.28 Email : opus.archi@orange.fr	BET STRUCTURE INGENIERIE 84 Représenté par M. Baud BP 40217 - 84306 Cavaillon Cedex Tel : 06.17.72.61.08 Email : christophe.baud@ingenierie84.fr
B.E.T Fluides ICOBAT Représenté par M. Foucher BP 61225 84911 Avignon Cedex 9 Tel 06.88.29.99.64 Email : jean-philippefoucher@icobat.com	Bureau de contrôle DEKRA Industrial SAS 1914 Route d'Avignon CS 20210 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE Tél. : 06.23.83.57.21
CSPS DEKRA Industrial SAS 1914 Route d'Avignon CS 20210 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE	COORDINATION SSI KALASA CONCEPTS Tel : 06 31 09 74 86 Mail : kalasa.got@gmail.com

1. DEFINITION GENERALE DE L'OPERATION :

1.1 Objet

Le présent descriptif a pour objet de définir l'ensemble des travaux tous corps d'état nécessaires à la réalisation de : HOPITAL DE JOUR – VAISON LA ROMAINE

Désignation de l'acheteur

Centre Hospitalier de Vaison la Romaine
18 Grand Rue , 84110 Vaison la Romaine
Contact : 04.90.36.57.73
Contact : b.point@ch-vaizon.fr
Représentant : M. Chamaret, directeur

Classement du bâtiment : ERP de type U TROISIEME CATEGORIE

Situation de la construction :

La construction est située dans le centre hospitalier de Vaison la Romaine , montée Bel Air.
Les conditions d'accès durant le chantier et de circulation dans le chantier sont définies dans le P.G.C.S.P.S.

1.2 Réalisation : Cette opération sera réalisée en UNE TRANCHE de TRAVAUX.

1.3 Division en lots : Les travaux seront attribués en entreprises séparées et répartis suivant les lots désignés ci-après :

LOT	DESIGNATION
00	Généralités tous corps d'état
01	Maçonnerie - Couverture
02	Étanchéité
03	Cloisons - isolation
04	Menuiseries extérieures - Aluminium
05	Menuiseries intérieures - bois
06	Revêtement de sols souples
07	Peinture – nettoyage – Revêtement mural
08	Electricité - courants forts & faibles - SSI
09	Plomberie - Chauffage –Ventilation - Climatisation
10	Ossature bois

1.4 Equipe de conception :

Maître d'œuvre	B.E.T Structure	B.E.T Fluides
Sarl OPUS Architecture Représenté par M. Baron 20 cours Henri Fabre 84110 Vaison la Romaine Tél : 04.90.28.81.28 Email : opus.archi@orange.fr	INGENIERIE 84 Représenté par M. Baud BP 40217 - 84306 Cavaillon Cedex Email : christophe.baud@ingenierie84.fr Tel : 06 17 72 61 08	ICOBAT Représenté par M. Foucher BP 61225 84911 Avignon Cedex 9 Email : jean-philippefoucher@icobat.com Tel 06 88 29 99 64

- Mission des concepteurs :

Les concepteurs sont chargés d'une mission de Maîtrise d'Oeuvre « Mission de base » aux termes de la loi M.O.P., sans la phase EXE.

Les plans de conception architecturale des ouvrages sont fournis aux entreprises dans le présent dossier, ainsi que les plans de pré-étude Béton.

Les études de fabrication, d'exécution, et calculs sont à la charge de l'entreprise qui devra obtenir l'approbation du Maître d'Oeuvre, des BET citées ci-après.

Les entreprises soumissionnaires pourront se mettre en rapport avec l'équipe de Maîtrise d'oeuvre désignée ci-après :

Maître d'œuvre :

OPUS Architecture

20 cours Henri Fabre

84110 Vaison la Romaine

Tél : 04.90.28.81.28

Email : opus.archi@orange.fr

0.01.06 - Coordination Sécurité & protection de la Santé :

Conformément à la Circulaire DRT n° 96.5 du 10 avril 1996, une coordination Sécurité et Protection de la Santé sera assurée par une personne physique désignée par le Maître d'ouvrage, cette personne sera désignée avant le démarrage des travaux.

Le Coordonnateur Sécurité & Protection de la Santé est :

DEKRA Industrial SAS

1914 Route d'Avignon

CS 20210

84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE

Mme Florence HIRSCHENHAHN

florence.hirschenhahn@dekra.com

Tél : 06.19.68.58.41

Les entreprises devront se conformer aux exigences de cette réglementation et fournir tous les documents prévus, pour **une mission de Niveau 2**, à savoir :

- Etablir durant le délai de préparation, le Plan Particulier Sécurité, Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) ou Notice de Sécurité.
- Documents nécessaires à la constitution du DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES sur l'OUVRAGE (D.I.U.O).

Les entreprises devront également assister à la demande du Coordonnateur S.P.S. à toutes les réunions provoquées au niveau de la Sécurité.

Les entreprises devront respecter toutes les consignes de contrôle d'accès au chantier (fiches de présence du personnel, badges, etc.)

Les entreprises devront également respecter les réglementations relatives à l'utilisation et à l'entretien de matériels et matériaux sur le chantier pouvant présenter des risques d'accidents ou d'incidents, lors de coactivités entre différents travaux.

Une attention particulière sera faite au niveau des protections individuelles des personnels (casques, chaussures de sécurité, vêtements de protections adéquats, lunettes, masques, etc.).

0.01.07 – Bureau de contrôle Technique :

Dans le cadre de la loi du 04/01/1978 et annexes, il est rappelé que le maître de l'ouvrage fait appel à un organisme spécialisé désigné dans le présent descriptif sous le terme de « bureau de contrôle ».

Le bureau de Contrôle technique, désigné par le Maître d'Ouvrage, est :

DEKRA Industrial SAS

1914 Route d'Avignon

CS 20210
84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE
Mme Asmaa Himdy
Tél. : 06.23.83.57.21
asmaa.himdy@dekra.com

0.01.08 – Coordination SSI

Le coordinateur SSI, désigné par le Maître d'Ouvrage, et :
KALASA CONCEPTS
Tel : 06 31 09 74 86
Mail : kalasa.got@gmail.com

1.5 Liste nominative des plans :

Carnet de plans Architecte

N°	DESIGNATION	Echelle
1	Plan de masse – Existant	1/250
2	Plan de masse – Projet	1/250
3	Plan RDC - Existant	1/100
4	Plan RDC – Projet	1/100
5	Plan RDC - Projet	1/50
6	Plan RDC réseaux - Projet	1/100
7	Plan RDC Faux-Plafond & Electricité - Projet	1/100
8	Plan RDC Etanchéité - Existant	1/100
9	Plan RDC Etanchéité - Projet	1/100
10	Plan RDC - Chantier	1/100
11	Coupe AA – Existant / Projet	1/100
12	Coupes BB & CC - Projet	1/100
13	Façades - Existant	1/100
14	Façades - Projet	1/100
15	Détails - Menuiseries	1/50

Carnet de plans BET DEC Ingénierie

P18	Vue en plan Béton armé COUPE	1/50
-----	---------------------------------	------

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETAT :

1.6 Prescriptions réglementaires :

- Connaissance des lieux, accès au chantier :

Les entreprises devront prendre connaissance des lieux en l'état où ils se trouvent afin de pouvoir considérer toutes les sujétions qui résultent de la topographie, de ses accès.

De plus, les travaux, objets du présent appel d'offres, se raccordant sur des réseaux existants, les entreprises devront obligatoirement se rendre sur place avant chiffrage de leur offre pour se rendre compte des sujétions de raccordement, accès, etc.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

- Etat des lieux :

Avant tout commencement de travaux, un état des lieux des voiries, chaussées et du bâti existant sera fait contradictoirement entre l'entreprise de Maçonnerie, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre. Toutes les dégradations en cours de travaux seront à la charge de l'entreprise. En fin de travaux, il sera procédé à la remise en état de ces voiries et chaussées au frais de l'entreprise.

- * Prescriptions réglementaires :

L'ensemble des travaux sera soumis tant en ce qui concerne la qualité des matériaux que leur mise en œuvre, aux règles de construction, lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application dont les textes sont en vigueur à la date de remise des prix, ce qui n'exclut pas une mise aux Normes en cours de chantier si de nouvelles réglementations venaient s'y appliquer.

Les entreprises se référeront pour tous les ouvrages cités dans le descriptif, aux spécifications et imposition des documents de référence ci-dessous (liste non limitative) :
le cahier des conditions générales applicables aux travaux de bâtiment, Normes françaises AFNOR, DTU et normes Européennes.

Les ouvrages traditionnels seront exécutés conformément aux prescriptions des cahiers des charges et règles de calculs DTU (Documents Techniques Unifiés). Les procédés et matériaux non traditionnels devront avoir bénéficié des avis techniques du CSTB et être mis en œuvre aux conditions définies par ces recommandations.

Les prescriptions des documents techniques CSTB, CTB, et REEF.

En outre, toutes dispositions devront être prises pour respecter lors de la réalisation du projet :

- les arrêtés et règlements relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- le règlement sanitaire départemental.
- les lois, textes et règlements concernant l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées
- les règles et prescriptions édictées par les services administratifs et techniques tels que Concessionnaire eaux, EDF, GDF et PTT.
- la nouvelle réglementation acoustique NRA.

En cas de modification de l'un de ces règlements en cours de chantier, l'entrepreneur se doit de faire connaître dans les plus brefs délais, au maître d'œuvre, maître d'ouvrage et bureaux d'études, les incidences éventuelles résultant de l'application de la nouvelle réglementation. Faute de les avoir signalées en temps utiles, les modifications nécessaires demandées à la réception pour la mise en conformité avec la nouvelle réglementation seront à la charge de l'entrepreneur.

Du fait de la remise de leur offre, les entrepreneurs reconnaissent ces documents et reconnaissent avoir compris dans leur offre les incidences financières en résultant.

Seront en outre respectés :

- les textes généraux concernant les programmes de construction des bâtiments recevant du public.
- le code du travail.
- les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans ces établissements.
- les textes concernant les personnes à mobilité réduite.
- les textes sur la sécurité et la protection de la santé sur les chantiers.

1.7 Conditions particulières d'exécution :

- * Descriptif :

Le descriptif de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :
les clauses communes à tous les lots, présent document.
les cahiers des clauses techniques particulières : un document par lot.

L'ensemble de ces documents même matériellement dissocié, constitue un ensemble et forme le C.C.T.P. contractuel.

Ce descriptif a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou acte d'engagement servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires, au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation, et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le descriptif tels qu'ils sont énumérés ci avant, et notamment les descriptifs de tous les lots.

A ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le descriptif contractuel.

- * Documents écrits et graphiques :

L'entrepreneur de chaque corps d'état devra donc avant signature des marchés, avoir apprécié très exactement les prestations comprises dans ses prix en le complétant, le cas échéant, compte tenu des prestations des autres corps d'état ou des prestations des ingénieurs conseils spécialistes, ceci afin d'être en mesure de livrer des ouvrages avec la finition exigée par le descriptif et conformes aux règles de l'Art.

Il ne saurait être admis qu'en cours de travaux, l'entrepreneur argue une insuffisante connaissance des travaux des autres corps d'état et interprète le seul descriptif ou plan de son lot pour s'autoriser :
à fournir un travail qui ne permette pas aux corps d'état lui succédant d'exécuter un ouvrage conformément au descriptif et aux règles de l'Art.

à fournir un travail qui ne soit pas conforme aux descriptions et aux règles de l'Art, sous prétexte d'une prestation incomplète du corps d'état le précédant.

à exécuter un ouvrage non conforme aux règles de l'Art en prétextant qu'une prestation incluse dans cet ouvrage devrait être fournie par un autre corps d'état.

Dans tous les cas, l'interprétation du CCTP et des documents graphiques revient de droit à la maîtrise d'œuvre.

Les plans et le CCTP se complètent réciproquement sans que les entrepreneurs puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utile, ils devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à l'achèvement du projet dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est écrit, en accord avec l'architecte.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier avant toute exécution les cotes figurant aux dessins et de signaler au maître d'œuvre les erreurs qui pourraient être constatées.

Si certaines dispositions entre plans et descriptifs soulèvent des divergences d'interprétation, ces ouvrages seront exécutés conformément aux avenants techniques de référence et aux décisions du maître d'œuvre sans entraîner pour autant des modifications au prix global forfaitaire des marchés.

Il est précisé que la clause de priorité prévue au CCAP entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au devis descriptif est formellement dû et vice versa.

L'établissement des plans d'exécution, plans de détails, métrés et quantitatifs est à la charge des entreprises.

Le cadre de détail quantitatif joint au présent dossier est donné dans le cadre de la mission de l'équipe de maîtrise d'œuvre à titre indicatif, les entrepreneurs sont tenus d'en vérifier les éléments en fonction des impératifs du descriptif, des documents joints au dossier de consultation, et des méthodes d'exécution propres à chaque entreprise.

L'entrepreneur soumissionnant, s'il ne formule aucune observation écrite adressée 8 (huit) jours avant la remise de son offre par lettre recommandée ou télécopie avec récépissé de réception faisant foi, sera réputé, avoir jugé que l'ensemble des pièces constituant le dossier de consultation est suffisant pour remettre son prix. Aucune réclamation postérieure ne sera admise pouvant entraîner une quelconque majoration de son marché.

- Ouvrages non décrits explicitement :

Le CCTP décrit l'essentiel des ouvrages dus par l'entrepreneur, même s'il ne définit pas dans le détail des ouvrages tels que façon de baie, de seuil, d'appuis, de tableau, linteaux, feuillures, rejingots, support, joints, habillages divers ..., ces travaux sont compris dans le marché au même titre que les autres ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages suivant les règles de l'Art.

La description des ouvrages s'appuie sur une solution technique répondant au programme et coordonnée entre les divers corps d'état. Il appartient en conséquence à l'entrepreneur qui modifierait certains points d'un corps d'état de prendre à sa charge les incidences éventuelles sur les autres corps d'état.

- Provenance, qualité, choix et mise en œuvre des matériaux :

Les matériaux et matériels dont l'emploi est envisagé devront avoir l'agrément du CSTB et seront obligatoirement de première qualité.

Les marques citées au CCTP sont données :

soit sous forme de marque imposée pour des raisons impérieuses, notamment de maintenance.
soit sous forme de marque recommandée ou d'équivalence lorsque le nom de la marque est suivi de la mention « ou similaire » ou « équivalent ».

- Recommandations particulières :

L'attention de toutes les entreprises est attirée sur les questions de conservation et protection des ouvrages existants.

Les éléments présentant une fragilité quelconque seront protégés mécaniquement et contre la projection de toute matière susceptible de les dégrader, même superficiellement, par les moyens appropriés à leur nature.

- Respect du travail d'autrui :

Il importe que chaque entreprise ait le souci constant du respect des travaux exécutés par les autres corps d'état. Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état ou ne nuise à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble. Il sera veillé à l'observation de cette discipline nécessaire.

1.8 Coordination avec les autres corps d'état :

- Réservations – trémies – percements :

a) Ouvrages en béton et maçonneries :

L'entrepreneur de Maçonnerie est tenu d'exécuter dans ses ouvrages toutes les réservations, feuillures, trémies, défoncés, etc ... nécessités tant par ses travaux que par les travaux des autres corps d'état. A cet effet, les entrepreneurs des différents corps d'état devront remettre en temps utile leurs plans de réservation au lot Maçonnerie, ce dernier devra reporter toutes indications qui y sont contenues sur ses plans d'exécution.

Toutes les réservations seront exécutées sous la responsabilité de l'entrepreneur intéressé qui devra vérifier sur place leur correcte exécution.

En cas de non respect des prescriptions précédentes, les percements nécessaires seront obligatoirement exécutés par l'entrepreneur de Maçonnerie et sous la responsabilité et aux frais de l'entrepreneur intéressé.

b) Cloisons :

Chaque entrepreneur réalise ses propres percements.

- Scellements – rebouchages – calfeutrement :

Chaque entrepreneur aura à sa charge la pose et le scellement de ses propres ouvrages sauf spécifications contraires portées dans les devis descriptifs de chaque lot.

a) Ouvrages en béton et maçonnerie :

Tous scellements, calfeuttements et raccords nécessaires au mortier sera assuré par l'entreprise de Maçonnerie, suivant le tracé de l'entrepreneur concerné et ce à ses frais.

Dans le cas de pré-scellement, ces derniers seront totalement à la charge des entrepreneurs concernés.

b) Cloisons :

Les scellements, rebouchages, calfeuttements et raccords seront effectués par les entreprises intéressées avec des matériaux de même nature que la cloison.

Les raccords ne présentant pas les qualités de bonne finition et sur ordre du maître d'œuvre seront repris par l'entreprise de cloisons et à la charge du lot intéressé.

- Fourreaux :

Dans tous les éléments de structure, de cloisons, chaque entrepreneur doit la fourniture et la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations.

Le scellement sera assuré aux conditions de l'article précédent.

Arasement des fourreaux à 25 mm des nus fini des ouvrages, calfeutrement entre les canalisations et les fourreaux à réaliser avec l'emploi de produits assurant l'étanchéité et compatible avec les exigences: de stabilité dans le temps.
d'efficacité acoustique.
de comportement au feu.

- Protection des ouvrages :

Tous les entrepreneurs sont tenus pour responsables des ouvrages et équipements de leurs lots et en doivent la protection jusqu'à la réception des travaux. Les matériaux de protection seront enlevés en fin de chantier par l'entrepreneur et évacués à ses propres frais.

Les entrepreneurs auront à leur charge tous les remplacements qui s'avèreraient nécessaires signalés par le maître d'œuvre, jusqu'à la réception des travaux.

- * Autorisations diverses :

Les entreprises doivent l'obtention des autorisations municipales, préfectorales et des sociétés concessionnaires, notamment pour les raccordements aux réseaux et la mise en place des

échafaudages sur la voie publique. Elles doivent la mise en place et l'entretien des dispositifs ou agents de signalisation qui pourraient être exigés.

Un permis feu, plan de prévention écrit concernant la réalisation ponctuelle de travaux par points chauds (soudure, meulage) devra être rédigé. L'arrêt de l'utilisation de machine outil devra être effective une heure avant la fin de la journée.

- Traits de niveau :

Le trait de niveau ne sera tracé et entretenu que par l'entrepreneur de Maçonnerie durant toute la durée du chantier, ceci afin d'éviter les erreurs qui peuvent résulter du tracé par un autre entrepreneur, erreur dont l'auteur est responsable.

Les produits employés pour les différents tracés auront pour qualité de ne pas apparaître au travers des revêtements de finition.

1.9 Contrôle :

- Type de contrôle :

Outre les contrôles exercés par le maître d'œuvre, il est rappelé aux entrepreneurs qu'ils leur appartiennent d'exercer un contrôle interne des ouvrages qu'ils réalisent, conformément à la réglementation en vigueur.

- Contrôle interne :

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujettis les entreprises doit être exercé aux différents niveaux suivants :
au niveau des fournitures quelque soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou à des déformations mécaniques soient convenablement protégées.

au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres ouvrages.

au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux DTU et règles de l'Art.

au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et règles professionnelles ainsi que les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites ou le maître de l'ouvrage.

- Vérification de fonctionnement :

Afin de prévenir les aléas techniques de fonctionnement découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant la réception, les essais et vérifications figurant sur la liste établie par le COPREC en accord avec les assureurs dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Cette liste qui fait l'objet du document technique n° 1 - septembre 1997 est parue au Moniteur, cahier spécial n° 4899 du 17 Octobre 1997.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès verbaux faisant l'objet du document technique COPREC n° 2- Septembre 1997

L'ensemble de ces interventions est à la charge des entreprises et comprend toutes modifications éventuelles et nécessaires pour la mise en conformité.

- Contrôle technique :

L'entrepreneur est tenu de soumettre au MAÎTRE D'OEUVRE, avant exécution, ses plans et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

- Essais :

Tous les essais exigés seront effectués aux frais de l'entreprise concernée. En cas de résultat défectueux, l'entreprise devra toutes les transformations et réparations nécessaires.

1.10 Etudes et plans d'entreprises :

- Plans d'exécution :

Les prix des entreprises comportent la fourniture et la mise à jour, en fonction des délais arrêtés par le calendrier détaillé d'exécution, des plans spécialisés propres à tous les corps d'état :

- Plans de chantier, coupes à l'échelle 1/20° ou 1/10°.

* confirmation des réservations dans les ouvrages en maçonnerie.

Ces plans sont établis pendant la période de préparation qui suit l'ordre de service d'ouverture de chantier, sous la direction de l'architecte, du coordonnateur OPC et du coordonnateur SPS. Après modifications éventuelles et agrément du maître d'œuvre, les différents plans sont reproduits en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire et diffusés à l'ensemble des parties concernées aux frais des entreprises.

Pour apprécier ces documents, le maître d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entrepreneur la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les caractéristiques techniques détaillées.

- Documents de réception :

Préalablement à la réception, les entrepreneurs doivent envoyer une version papier et dématérialisée au maître d'œuvre qui les transmet au maître de l'ouvrage, les notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien, et la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec la mention de leur marque, type, référence, pour constituer le dossier d'archives et de maintenance de l'immeuble.

L'équipe de conception doit un exemplaire définitif des plans des lieux tels qu'ils ont été exécutés en version papier et dématérialisée. (D.O.E.).

Les entreprises devront fournir ces mêmes pièces au coordonnateur SPS pour la constitution de son Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) en version papier et dématérialisée.

A ce dossier devront être joints les divers certificats de conformité technique et procès verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériel et installation, résistance au feu, isolation acoustique et thermique, norme NF, spécifications UTE, CONSUEL, attestation de qualité d'eau potable, etc ... en version papier et dématérialisée.

1.11 Prescriptions de chantier :

- Utilisation et entretien des voiries :

L'entrepreneur de maçonnerie a à sa charge l'établissement et l'entretien sur les voies ouvertes à la circulation au droit des accès au chantier, de la signalisation routière normalisée, du nettoyage des abords de part et d'autre du chantier durant les travaux. De même il est responsable de la protection mécanique des arbres conservés et de tous les abords.

L'entrepreneur est financièrement responsable de toutes dégradations: voies, trottoirs, réseaux...

La libération des abords fera l'objet d'un procès verbal de constat d'état des lieux contradictoirement entre l'entrepreneur, le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

- Panneau de chantier :

Le lot maçonnerie doit la fourniture, inscription suivant les directives du maître d'œuvre et la pose des lattes destinées à recevoir les noms des entreprises titulaires du marché.

- Sécurité à l'extérieur et à l'intérieur du chantier :

IMPORTANT: Les travaux s'effectuent en site occupé. Un planning précis des dates d'intervention sera réalisé avec les entreprises retenues Les issues existantes seront condamnées pendant la durée du chantier excepté l'issue de secours repérée sur le plan d'installation de chantier. L'entreprise de gros oeuvre devra les protections des menuiseries alu existantes. Le respect du planning sera impératif
À la fin de la journée, la zone de chantier devra être libre d'accès pour le service de secours, propre, sans gravats. Les entreprises prévoient donc dans leur offre un temps de nettoyage journalier

Les entrepreneurs s'engagent de par leur soumission, à prendre toutes les dispositions et faire mettre en place toutes les installations nécessaires et suffisantes, conformes à la réglementation publique en vigueur et aux prestations définies dans le P.G.C.S.P.S., pour :

assurer l'accès à toutes les parties du chantier aux maîtres d'œuvre, coordinateur et aux personnes chargées du contrôle. A cet effet, toutes dispositions devront être aménagées avec sécurité tel que passerelles, échelles, etc ...

assurer la sécurité des personnes et des biens à la périphérie extérieure du chantier côté domaine public comme du côté domaine privé, de jour comme de nuit.

empêcher toute personne étrangère non autorisée de pénétrer sur le chantier.

assurer conformément aux dispositions législatives et les textes d'application, les dispositions pour la sécurité des personnes appelées à travailler sur le chantier.

En aucun cas, les membres de l'équipe de conception n'auront à recevoir des doléances de la part de diverses entreprises ou autres personnes pour défaut total ou partiel de sécurité. Néanmoins, le maître d'œuvre se réserve le droit, ainsi que pour ses représentants, de prendre toutes mesures et/ou de faire mettre en place toutes installations qu'il jugerait nécessaires pour assurer la sécurité ou en améliorer certaines installations, et ce aux frais des entreprises avec ou sans leur consentement.

- Nettoyage en cours de chantier :

Chaque corps d'état doit le nettoyage du chantier pour chaque poste de travail et l'acheminement de ses gravats et détritux aux décharges publiques ainsi que les droits de décharges.

Chaque entreprise reste responsable de ses propres déchets et gravats et se doit d'assurer leur évacuation au fur et à mesure de l'avancement de leurs travaux par leurs propres moyens.

Au cas où ces nettoyages ne seraient pas exécutés, les travaux seront faits par un tiers désigné par le maître d'œuvre, aux préjudices et aux frais de l'entreprise défaillante et sans mise en demeure préalable.

- Echafaudages :

Le prix des entrepreneurs comprend tous les échafaudages nécessaires à l'exécution de leurs travaux objets de leurs prestations, et sont inclus notamment : location, montage, démontage, transport ... Ces éléments devront être conformes à la réglementation en vigueur.

- Echantillons :

Les entrepreneurs sont tenus de fournir à la demande du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage les échantillons de tous les matériaux et fournitures. Ils seront mis en dépôt dans un local fermant à clé et réservé à cet effet.

- Bureau et hygiène du chantier :

Le Maître d'Ouvrage mettra à disposition des entreprises un wc, l'accès au self et assurera la possibilité d'occuper un local comme vestiaire.

- Préchauffage :

Suivant les nécessités du chantier et pour l'exécution de certains travaux en conformité avec les règles de l'Art, avec les DTU pour certains essais, l'entrepreneur est tenu de réaliser le préchauffage des bâtiments. Les frais correspondants sont à répartir au compte prorata.

- Déclaration d'intention de travaux :

Conformément à la législation en vigueur concernant « l'établissement d'un formulaire type pour les déclarations d'intention d'ouverture d'un chantier pouvant affecter les installations appartenant à des services publics », les entrepreneurs sont tenus avant tous travaux, d'adresser leur déclaration d'intention de commencement de travaux aux diverses administrations ou établissements (PTT, EDF, SDEI, ...) suivant le modèle mis au point par l'administration.

- Equipement de chantier :

Un éclairage provisoire, conforme aux normes, sera installé pendant toute la durée des travaux et dans tous les locaux, la dépose s'effectuant après la réception des travaux et après l'ensemble des essais tous corps d'état. La consommation, l'entretien et la dépose étant à répartir au compte prorata.

- Sécurité des personnes :

a) Dispositions constructives :

Aménagements intérieurs (principales contraintes réglementaires)

- élément de décoration	M0, M1
- revêtements muraux et flottants	M0, M1 ou M2
- faux plafonds et matériaux en plafond	M1
- revêtement de sols collés	M3
- coffrages de dimensions limitées	M3
- conduits en PVC non protégés	M1
- comptoir, gros meuble	M3

Les procès verbaux justificatifs établis par des laboratoires agréés devront être fournis par les entreprises.

b) Toxicité des matériaux :

Application de la réglementation en vigueur concernant l'utilisation de certains matériaux et produits de synthèses, dans les établissements recevant du public (arrêté du 04/11/1975).

Les entreprises devront à tout moment être en mesure d'apporter ces justifications.

- Rendez-vous de chantier :

* Rendez vous de chantier hebdomadaire :

Les rendez-vous de chantier organisés sous la direction de la maîtrise d'œuvre et en présence du maître d'ouvrage, des entreprises, ont lieu au minimum une fois par semaine au jour fixé dès l'ouverture du chantier.

Les entrepreneurs sont tenus d'assister à ces réunions pendant toute la durée d'exécution de l'ensemble des travaux ou de s'y faire représenter VALABLEMENT. Les représentants désignés devront pouvoir, pour les affaires courantes, prendre toutes dispositions et décisions techniques et financières sur plans sans avoir besoin de consulter leur direction.

Des comptes rendus seront établis par le concepteur.

- Absence :

Toute absence à une réunion de chantier sera pénalisée d'une amende retenue sur situation. Le montant de cette pénalité est fixé dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières.

L'absence d'un entrepreneur ou un remplacement par une personne insuffisamment qualifiée, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entreprise défaillante. L'entrepreneur est responsable dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article des dommages en résultant.

- Rendez-vous exceptionnel :

Les entreprises sont tenues de surcroît d'assister à tout rendez-vous demandé par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage qui se tiendrait en dehors des rendez-vous hebdomadaires.

- Cahier de chantier :

Il est tenu un cahier de chantier dans lequel sont classés les comptes rendus de chantier et dans lequel les membres de l'équipe de conception peuvent ajouter des instructions manuscrites spéciales.

Les comptes rendus et les inscriptions portés par les membres de l'équipe de conception valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée.

Un compte rendu de chantier est accepté sans réserves dès lors que l'entreprise ou le maître d'ouvrage ne formule aucunes observations écrites avant l'établissement du compte rendu suivant. L'absence à un rendez-vous de chantier ne permet pas de déroger à cette règle.

La fourniture et la bonne conservation du cahier de chantier incombent à l'entreprise chargée de l'organisation matérielle et collective du chantier, en principe et sauf convention contraire à l'entreprise de Maçonnerie.

- Relation entre le maître d'ouvrage et les entreprises :

Si le maître d'ouvrage, qui en principe se l'interdit, donne directement des ordres à l'entrepreneur, celui-ci doit avant toute exécution en informer le maître d'œuvre. Tous avis, directives ou instructions qui lui seraient proposés ou donnés par le maître d'ouvrage devront être appréciés par le maître d'œuvre pour y donner suite.

Si toutefois, la mesure envisagée paraissait, soit au maître d'œuvre soit à l'entrepreneur, susceptible de comporter des risques ou d'entraîner des désordres dans l'avenir, les raisons devraient en être exposées sans retard au maître d'ouvrage afin que celui-ci prenne la détermination définitive dont il supporterait les conséquences.